ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 300

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Jean-François Copé, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. *(De nombreux députés du groupe UMP se lèvent et applaudissent. - Exclamations et rires sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.)*

M. Jean-François Copé. Monsieur le président,...

M. Jean-Claude Perez. Rigolo !

M. le président. Asseyez-vous, mes chers collègues. Quant à ceux d'entre vous qui ont des commentaires à faire, ils les feront salle des Quatre-Colonnes.

Maintenant, nous écoutons M. Copé.

M. Jean-François Copé. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre. *(Interruptions sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues. Si vous avez des commentaires à faire, je vous le répète, vous les ferez salle des Quatre-Colonnes. Laissez parler M. Copé. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. Jean-François Copé. Monsieur le Premier ministre, je veux vous dire mon inquiétude pour la France et pour les Français. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.)*

M. Christian Paul. Nous aussi, depuis hier soir !

M. Jean-François Copé. Jamais un tel discrédit n'avait atteint un Président de la République et son gouvernement, six mois seulement après les élections *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP)* : aggravation de la situation sociale, avec une augmentation du chômage et, surtout, de la précarité ; aggravation de la situation économique, dont la dégradation de la note de la France est une nouvelle illustration - Xavier Bertrand l'évoquera dans un instant - ; explosion de la délinquance, dont nous vous avons parlé la semaine dernière ;...

M. Bernard Roman. Dix ans !

M. Jean-François Copé. ...inquiétante prise de distance vis-à-vis de nos amis allemands ; grand silence de la France sur la scène internationale et puis division de la société *(Exclamations prolongées sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP)*...

M. le président. S'il vous plaît !

M. Jean-François Copé. ...à travers le projet de loi sur le mariage homosexuel, dont on voit bien qu'il provoque beaucoup de tensions. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.)*

Votre mise en cause systématique de l'héritage est classique, mais elle n'est pas crédible, car le compteur tourne. Tout cela est, hélas ! lié à cet immense malentendu sur lequel François Hollande a été élu par les Français. *(Vives protestations sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP. - Plusieurs députés du groupe SRC se lèvent et invectivent l'orateur.)*

M. le président. S'il vous plaît, asseyez-vous !

M. Jean-François Copé. Je vois que le sectarisme n'a toujours pas changé de camp, monsieur Ayrault. Quel dommage de ne rien pouvoir dire contre votre politique !

Il est grand temps qu'un débat, par exemple sous la forme d'une motion de censure, nous permette d'avoir enfin un échange. Sachez que, si vous acceptez de changer de politique *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP)*, de baisser les dépenses publiques et les charges, de faire de véritables réformes structurelles, nous serons constructifs. Dans le cas inverse, les Français qui vous sanctionneront, par exemple lors des prochaines élections de 2014. Nous serons alors au rendez-vous. *(Plusieurs députés du groupe UMP se lèvent et applaudissent. - Huées sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.)*
M. le président. Mes chers collègues, songez à l'image que vous donnez de notre assemblée.
M. Jean-Christophe Cambadélis. Regardez l'image qu'il donne de la France !
M. le président. Monsieur Cambadélis, retrouvez votre calme.
La parole est à M. le Premier ministre.
M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre.* Monsieur Jean-François Copé, je vous ai écouté attentivement. Vous avez évoqué une élection et un malentendu ; vous avez également parlé de discrédit.
M. Christian Jacob. Le vôtre !
M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre.* Je ne sais pas exactement qui vous visiez, mais ce n'était certainement pas ceux qui, dans la clarté, ont reçu mandat du peuple français pour redresser le pays. *(De nombreux membres du groupe SRC se lèvent et applaudissent.)*
Monsieur Jean-François Copé, vous avez été élu, dimanche, président de l'UMP...
Plusieurs députés du groupe SRC. Ce n'est pas si clair !
M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre.* ...et je vous en félicite - j'ai remarqué, mesdames et messieurs les députés de l'UMP, que vous ne vous associiez pas tous à ces félicitations. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*
M. Yves Censi. Et Martine Aubry ?
M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre.* Mais ce n'est pas là l'essentiel de mon propos.
M. Jean-François Copé. Nous sommes bien d'accord !
M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre.* J'y arrive. Je crois que, dans une démocratie, il est important que le débat soit le plus clair possible entre la majorité et l'opposition,...
M. Jean-François Copé. Très bien !
M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre.* ...à condition que ce débat soit placé au niveau qu'exige la situation du pays. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)* C'est ce que je souhaite, monsieur Copé, car la situation de la France est grave. *(" C'est vrai ! " sur les bancs du groupe UMP.)* Les Français, comme moi, comme le Gouvernement et la majorité, n'acceptent pas le déclin de la France et se battent, chaque jour, pour redresser le pays dans la justice. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)*
Vous avez fait allusion à la notation de notre pays par l'agence Moody's,...
M. Christian Jacob. C'est la réalité !
M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre.* ...qui a confirmé la note qu'une autre agence, Standard and Poor's, avait donnée à notre pays en janvier dernier. Eh bien, l'appréciation de cette agence porte, pour l'essentiel, sur la situation que nous avons trouvée après l'élection présidentielle *(" Non ! " sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP)* et à laquelle nous devons faire face. Dès les premiers jours du Gouvernement, nous avons pris les mesures de redressement, dans la justice je le répète.
Mme Claude Greff. Ça se voit beaucoup !
M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre.* L'objectif qui est le nôtre de réduire, pour 2013, les déficits à 3 % sera tenu. Personne ne nous le demande ; c'est nous qui le décidons, pour préserver la souveraineté et l'indépendance de la France. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*
Par ailleurs, le rapport Gallois, qui avait été commandé par le Gouvernement, a porté un jugement d'une sévérité sans égale sur la situation de notre économie depuis dix ans et sur sa dégradation au cours des cinq dernières années.
M. Claude Goasguen. Allons !
M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre.* Nous n'avons pas attendu un seul instant pour mettre en oeuvre l'essentiel des propositions contenues dans ce rapport. Le pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi nous permettra de redresser l'économie et notre industrie, de favoriser l'investissement et l'emploi. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)* C'est cela que nous voulons faire,

monsieur Copé, plutôt que polémiquer.
Mon devoir, c'est de dire la vérité. *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)* Vous n'y avez certainement pas été assez attentif, mais, dès le 3 juillet, dans ma déclaration de politique générale, j'ai annoncé que je dirai la vérité sur la situation de la France, et je l'ai dite. Mais je ne m'en contente pas : le Gouvernement agit parce que nous avons la passion de la justice, la passion de la croissance et la passion de la France ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)*
M. Gabriel Serville. Très bien !

Données clés

Auteur : M. Jean-François Copé
Circonscription : Seine-et-Marne (6e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 300
Rubrique : État
Ministère interrogé : Premier ministre
Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 21 novembre 2012
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 novembre 2012